

Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à dire à quel point j'apprécie l'invitation qui m'a été faite de témoigner devant votre comité. J'espère avoir aujourd'hui avec les membres du comité un échange de vues constructif, et établir avec celui-ci une relation étroite et permanente. Je voudrais prendre quelques minutes pour vous exposer dans les grandes lignes comment, à prime abord, j'envisage la direction que devraient emprunter la politique et les initiatives du Canada dans le domaine commercial au seuil de la seconde moitié de la décennie. Je me ferai par la suite un plaisir de répondre aux questions du comité.

Je crois savoir que demain, M. Garrett Lambert, qui m'accompagne ici aujourd'hui, vous informera sur le budget du ministère, le budget des dépenses principal. M. Lambert est sous-ministre adjoint chargé de la gestion centrale au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Je suggérerais au comité de poser directement à M. Lambert demain ses questions d'ordre budgétaire, y compris celles concernant l'expansion du commerce.

Je suis naturellement tout à fait disposé à discuter avec vous ici aujourd'hui de toutes les questions commerciales ou liées au commerce, au gré des membres. Cependant, comme il s'agit de ma première rencontre avec le comité, il serait tout indiqué, je crois, de vous faire connaître l'orientation que j'entends imprimer au portefeuille du commerce international.

À cet égard, je veux souligner que je travaillerai de près avec le ministre des Affaires étrangères dans le cadre du processus de consultation en cours concernant la politique étrangère. Les questions commerciales sont des questions de politique étrangère. Je ne fais aucune distinction entre les deux. J'ai la certitude que les vues du comité parlementaire mixte spécial qui a été mis sur pied pour consulter les Canadiens sur la politique étrangère du pays contribueront pour beaucoup à l'établissement d'un programme équilibré et prospectif au chapitre des relations commerciales internationales du Canada.

Monsieur le Président, le commerce est un pilier de la prospérité permanente du Canada. Les exportations de biens et de services comptent pour plus du quart du produit intérieur brut (PIB) canadien. Que ce soit directement ou indirectement, les exportations se traduisent par plus de 2 millions d'emplois au Canada. Le secteur de l'exportation est le facteur le plus dynamique de la croissance économique du Canada. Et l'importance du commerce pour la création d'emplois continuera de s'accroître dans un avenir prévisible.

Le Canada est également tributaire des importations de biens et de services. Là encore, cela équivaut à environ le quart de notre PIB. Pour une économie modeste comme celle du Canada, les importations ont joué et jouent toujours un rôle crucial dans le maintien de la compétitivité de la production nationale de biens aussi divers que les vêtements haut de gamme pour homme, les véhicules moteurs, ainsi que les ordinateurs et les accessoires informatiques.

La conduite des relations commerciales du Canada devrait, à mon avis, reposer d'une part sur la recherche d'une plus grande sécurité internationale pour les exportateurs canadiens, par l'établissement de